

Appel à contributions pour le colloque**L'intervention sociale face à la violence :
méthodes, dispositifs et expérimentations****Bordeaux, les 13 et 14 novembre 2023**

Cet appel à contributions se positionne dans le cadre des travaux de la Chaire UNESCO « Intervention sociale non-violente » (ISNoV) portée par l'Université-IUT Bordeaux Montaigne.

L'objectif du dispositif pluridisciplinaire de la Chaire est de réunir des savoirs et savoir-faire de professionnels et professionnelles de la recherche académique et de la formation, du « social », ainsi que d'experts et expertes de la non-violence (ou approches affinitaires) ; ce, pour mettre au travail la question des situations et formes de violences qui traversent aujourd'hui l'intervention sociale (IS), afin d'identifier, analyser les pratiques, les possibilités d'action et de réduction des processus d'*enviolentement*.

Dans cette perspective, les propositions attendues pour ce 1^{er} colloque international de la Chaire tiendront compte du fait que de telles violences pèsent autant sur l'intégrité humaine des populations-cibles ou sur les situations de vulnérabilité et d'urgence rencontrées, que sur les interactions entre professionnels et publics accompagnés. Avec le triptyque qui en découle :

- Les situations de violences subies par les publics et « cibles » de l'IS : discrimination, vulnérabilités, atteintes et maltraitements divers (physiques, culturelles, juridiques...)
- Les situations de violences directement subies par les professionnelles et professionnels de l'IS (menaces, injures, atteinte à leur intégrité...), mais aussi induites par leurs conditions de travail (manque de temps et de moyens, sentiment d'impuissance, usure, évolution des missions avec perte de sens...)
- Les processus de violence dans lesquels les professionnelles et professionnels de l'IS peuvent, en conséquence et à leur tour, individuellement ou collectivement, se trouver impliqués : réactions agressives et déshumanisantes (perte d'empathie, saturation, rupture du lien d'accompagnement, attitudes discriminatoires...), ou pseudo bienveillantes (surinvestissement émotionnel, infantilisation, substitution à l'autre pour faire son « bien »...) ; celles aussi héritées de logiques « disciplinaires/répressives » qui traversent leurs institutions ou lieux d'intervention (milieu carcéral, secteurs fermés...).

Malgré la réalité de liaisons systémiques, les processus de l'IS ne se résument pas à leur perméabilité, ni à la passivité face à ces risques de violences. Au contraire, sans que cela soit toujours valorisé ou partagé au-delà des sectorisations professionnelles, le champ et les acteurs de l'IS sont en réflexion et en action permanentes sur le sujet. Ils ouvrent, au quotidien, des pistes de travail et d'endiguement des processus violents protéiformes sus-évoqués. Donner à voir et à comprendre cet outillage et cette inventivité est un attendu essentiel du colloque.

La rencontre entend ainsi contribuer à un premier état des lieux autour de méthodes, dispositifs et expérimentations mis en place dans le champ de l'IS – au sens large, regroupant

les champs du travail social, socioculturel, artistique, de la prévention, de la médiation, de la cohésion sociale, de la Justice, de la transition post-conflit, de l'éducation, etc. – pour réduire les impacts de la violence sous ses différentes formes (structurelles, directes ou culturelles...). Pour ce faire, les communications devront ancrer leurs apports réflexifs dans une préoccupation et une réalité opérationnelles, mais aussi dans la perspective d'un partage et d'une mutualisation à destination des professionnels et professionnelles œuvrant dans d'autres champs de l'IS. Les approches comparatistes sont bienvenues pour alimenter la dimension internationale attendue dans le cadre du dispositif UNESCO.

A partir de cet « existant », l'ambition est d'alimenter un processus d'échange et d'hybridation des savoirs expérimentiels et académiques, afin de réinterroger les pratiques des professionnels et professionnelles pour améliorer leur capacité d'action face à certains processus violents, tout en diffusant plus avant des pratiques d'intervention humanisantes : un double mouvement que recouvre le terme « non-violente » de l'intitulé du dispositif ISNoV.

Les propositions devront suivre le plan suivant :

1. **Champ principal de l'intervention sociale concerné**, éventuellement champs connexes.
2. **Contexte** : publics/structures concernés, acteurs/équipes/partenaires impliqués, territoire(s) et lieu(x) d'action (zone de conflit, territoire national ou local, quartier, prison, centre d'accueil...), situation sociale/politique/géopolitique...
3. **Diagnostic préalable** : méthodes de diagnostic mobilisées, modalité d'objectivation et description des processus/situations de violence (indicateurs, recueil des données de terrain quantitatives/qualitatives...), typologisation, multi-dimensionnalité et complexité...
4. **Présentation du dispositif d'intervention** : historique, justification des actions-cibles, modalités d'élaboration et de travail, étapes, objectifs, ressources financières, logistiques et humaines, dimension participative, pluridisciplinarité et/ou pluriprofessionnalité...
5. **Référentiels et méthodologie(s) d'intervention** : apports de la recherche académique, dispositif de recherche-action/intervention, dimension expérimentale ou exploratoire, recyclage et transposition d'expériences existantes, dispositif de formation/sensibilisation ; contenus concrets, approches individuelles/collectives, interculturelles, etc.
6. **Types de savoirs, savoir-faire et savoir-être mobilisés** : connaissances/compétences nécessaires (techniques, relationnelles, éthiques...), modalités d'acquisition et/ou d'apprentissage (formation, accompagnement des professionnels...), difficultés rencontrées, changements opérés dans les pratiques, outils utilisés (gestion des conflits, communication, médiation, activités artistiques...), modalités d'application, etc.
7. **Evaluation** : réflexion sur les indicateurs et le processus d'évaluation, évocation FFOM (forces, faiblesses, opportunités et menaces), analyse des effets/bilan/perspectives, mesure d'un (re)positionnement éthique/professionnel, degré d'innovation du dispositif, pistes de réflexion/d'amélioration ouvertes, leçons à tirer des échecs, pistes concrètes de mutualisation et de transposition dans d'autres champs de l'intervention sociale...

Date : Lundi 13 et mardi 14 novembre 2023

Lieu : IUT Bordeaux Montaigne, 1 rue Jacques Ellul 33 000 Bordeaux

Modalités de proposition et échéancier :

- Les textes soumis mentionneront l'institution de rattachement, les noms et fonctions des auteurs, de même qu'une bibliographie indicative. Les textes n'excéderont pas 2 pages (soit 7000 signes maximum, espaces compris, hors bibliographie).
- Les textes ou demandes d'informations sont à envoyer aux adresses suivantes :

[chaire\[dot\]unesco\[dot\]isnov\[at\]gmail\[dot\]com](mailto:chaire[dot]unesco[dot]isnov[at]gmail[dot]com)

[pascal\[dot\]tozzi\[at\]cnrs\[dot\]fr](mailto:pascal[dot]tozzi[at]cnrs[dot]fr)

NB. : [dot] = point et [at] = @

- Date limite de soumission des propositions : lundi 3 juillet 2023, 17h00 (heure de Paris)
- Retour des évaluations : semaine du 12 juillet 2023
- Communication du programme définitif : septembre 2023

Membres des Comités scientifique et d'organisation :

- BAUSSAN LOUBEAU Jacqueline, psychologie, Université d'Etat d'Haïti, Faculté des sciences humaines
- BAUSSAN LOUBEAU Jacqueline, Université d'Etat d'Haïti, Faculté des sciences humaines (Haïti)
- BENABED Aïcha, maîtresse de conférences, Université d'Oran 2 (Algérie)
- BOURDAGES-LAFLEUR Jade, professeure, Ecole de Travail social, Université du Québec à Montréal (Québec).
- COSANO RIVAS Francisco, secretario académico, Facultad de Estudios Sociales y del Trabajo, Universidad de Málaga (Espagne)
- DARBELLAY Karine, professeure associée, Haute Ecole de Travail Social, Sierre (Suisse)
- DE MONTGOLFIER Clotilde, maîtresse de conférences, Université-IUT Bordeaux Montaigne
- DUBERNET Cécile, enseignante-chercheuse, science politique, Institut catholique de Paris
- FORT-ORTET Emilie, enseignante, Université-IUT Bordeaux Montaigne
- GREFFIER Luc, maître de conférences, Université-IUT Bordeaux Montaigne
- IBAÑEZ Jorge, maître de conférences associé, Université-IUT Bordeaux Montaigne
- KAUFFMANN Mayeul, président de l'Institut de recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits
- LAUGAA Didier, maître de conférences, Université-IUT Bordeaux Montaigne
- LYNN Francesca, PRAG, Université-IUT Bordeaux Montaigne
- NDIAYE Abdourahmane, maître de conférences, Université-IUT Bordeaux Montaigne
- PETO Danièle, directrice de la recherche, ISFSC de la Haute Ecole ICHEC-ECAM-ISFSC (Belgique)
- RUBI Stéphanie, professeure, Université Paris-Descartes
- SEHI Bi Tra Jamal, enseignant-Chercheur, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody (Côte d'Ivoire)
- SOLYSZKO Izabel, professeure, Universidad Externado de Colombia (Colombie)
- TOZZI Pascal, professeur des universités, Université-IUT Bordeaux Montaigne

- VAUCELLE Sandrine, maîtresse de conférences, co-directrice UMR Passages, Université Bordeaux Montaigne
- VOHLGEMUTH Laurence, professeure, Escola Superior de Educação de Lisboa (Portugal)
- YOUNAN Ogarit, professeure, Academic University College for Non-violence and Human Rights (Liban)

Partenaires et soutiens de la Chaire UNESCO ISNoV :

Université Bordeaux Montaigne (France) ; Institut Universitaire de technologie de Bordeaux Montaigne (France) ; UMR CNRS Passages 5319 (France) ; Non-Violence XXI Coordination (France) ; Academic University College for Non-violence and Human Rights (Liban) ; Anthropological Research Institute (France) ; Association Centres d'animation de Bordeaux, Cultivons le partage (France) ; Association du lien Interculturel Familial et Social (France) ; Association pour la Communication Non-Violente (France) ; Association pour la réalisation d'activités éducatives, sociales et culturelles de la ville de Nantes (France) ; ATCC Institut - Approche et transformation constructives des conflits (France) ; Chaire UNESCO « Etude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique » (Québec) ; Chaire UNESCO « Pratiques de la philosophie avec les enfants : une base éducative pour le dialogue interculturel et la transformation sociale » (France) ; Commission pour la lutte contre la maltraitance et la promotion de la bienveillance – Ministère des solidarités et de la santé (France) ; Ecole Libanaise de Formation sociale (France) ; Ecole Supérieure de Praxis Sociale (France) ; Escola Superior de Educação Lisboa (Portugal) ; Fédération 3977 contre la maltraitance (France) ; Fédération nationale d'éducation et de promotion de la santé (France) ; Haute Ecole de Travail Social HES-SO Genève (Suisse) ; Haute Ecole de Travail Social HES-SO Lucerne (Suisse) ; Haute Ecole de Travail Social HES-SO Valais-Wallis (France) ; Institut de Formation du Mouvement pour une Alternative Non-violente (France) ; Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits (France) ; Institut Supérieur de Formation Sociale et de Communication (ISFSC) Bruxelles (Belgique) ; Association Internationale pour la Formation, la Recherche et l'Intervention Sociale (AIFRIS) ; Mouvement pour une alternative non-violente (France) ; Observatoire Universitaire International Education et Prévention (France) ; Protection Judiciaire de la Jeunesse (France) ; Réseau interdisciplinaire TRYSPACES (Québec) ; Réseau International de l'Animation ; Union Nationale des Acteurs de la Formation et de la Recherche en Intervention Sociale (France) ; Universidad Autónoma de Chile (Chili) ; Universidad Católica Silva Henríquez (Chili) ; Universidad de Málaga - Facultad de Estudios Sociales y del Trabajo (Espagne) ; Universidad Externado de Colombia - Facultad de Ciencias Sociales y Humanas (Colombie) ; Universidade Federal de Mato Grosso (Brésil) ; Université - Institut Catholique de Paris (France) ; Université Bordeaux Montaigne (France) ; Université Cheikh-Anta-Diop de Dakar (Sénégal) ; Université d'Etat d'Haïti (Haïti) ; Université de Guyane (France) ; Université des Antilles (France) ; Université du Québec à Montréal – Ecole de Travail social et Faculté de communication (Québec) ; Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody (Côte d'Ivoire) ; Université Oran 2 Mohamed Ben Ahmed - Unité de recherche en Sciences Sociales et Santé GRAS (Algérie) ; Faculté des Sciences de L'information et de la Communication - Université Alger 3.